



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral
33 rue des Vignoles - 75020 Paris

Pour un 1^{er} mai de combat !

« Fête du travail » ou journée de lutte des travailleur.se.s ?

Comme chaque année dans de nombreux pays, le 1^{er} mai sera l'occasion pour les travailleur.se.s et leurs organisations de célébrer l'histoire du mouvement social et syndical. Pourtant, faut-il le rappeler, cette journée est à son origine une journée de lutte plutôt que de célébration. Elle trouve ses racines dans la grève générale du 1^{er} mai 1886 aux États-Unis (impulsée – certains l'oublieront volontiers – par un syndicalisme libertaire) pour la journée de travail de huit heures : revendication qui sera portée par la classe ouvrière en France et ailleurs dès le 1^{er} mai 1890, à l'occasion de la première « Journée internationale des travailleurs ». C'est en 1919, suite à la victoire de la journée de huit heures, que le 1^{er} mai deviendra en France un jour chômé. Plus tard, en 1941, le régime de Vichy lui donnera le nom de « Fête du travail », appellation qui aujourd'hui encore satisfait celles et ceux qui ne veulent pas se souvenir que le 1^{er} mai est avant tout un jour de revendications et de lutte des exploité.e.s.

Pour la CNT, cela ne fait aucun doute : le 1^{er} mai reste celui de la lutte des classes, comme nous le rappelle quotidiennement la triste réalité du monde capitaliste : chômage, précarité, pauvreté, conditions de travail indignes...

Construire la convergence des luttes sociales

En France, les raisons de faire du 1^{er} mai 2015 une journée de combat et de convergence des revendications de l'ensemble des travailleuses et travailleurs sont nombreuses. Loi Macron, CICE, réductions drastiques des budgets alloués à la santé et au social, fermetures d'hôpitaux, de classes et d'usines, réforme de l'assurance chômage, stagnation des salaires... partout la colère enfle face au désastre économique, politique, écologique et social qui frappe de plein fouet les classes populaires du pays.

Le patronat dispose aujourd'hui d'un gouvernement enclin à réaliser ses rêves les plus fous. Tous les acquis historiques obtenus à travers les luttes sociales sont dans la ligne de mire de cette alliance de la classe dominante. L'extrême droite prospère à l'avantage de celles-ci en divisant les travailleur.se.s. Il est donc plus que jamais nécessaire de retrouver l'espoir et de construire une dynamique de lutte.

Renforcer la solidarité internationale

Partout dans le monde, travailleurs et travailleuses connaissent les mêmes conséquences de la domination capitaliste. En Espagne, les mesures d'austérité et la pauvreté sont devenues insupportables. Face à la colère qui gronde, le gouvernement a imposé la réforme la plus

Mail : contact@cnt-f.org - Site : www.cnt-f.org

liberticide à l'égard du mouvement social depuis le franquisme : la ley mordaza (loi du bâillon). En Grèce, les espoirs suscités par les promesses de Syriza ont vite été balayés par la dure réalité du libéralisme. Les classes populaires souffrent toujours autant de cette « crise » imposée par le capital. En Belgique, les attaques faites au droit du travail, à la protection sociale et au droit de grève atteignent des sommets. En Pologne, les récentes grèves des mineurs nous rappellent que l'exploitation patronale contemporaine n'a rien à envier au XIX^e siècle. En Ukraine, en Tunisie, en Algérie, en Palestine... les populations subissent une situation sociale dramatique. Ne se laissent entrevoir comme perspectives que des choix équivalant à celui entre la peste et le choléra...

Agir pour un autre futur

Parce que, au-delà des frontières, seule la lutte des classes réunit les intérêts de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs face à ceux et celles qui les exploitent, la CNT réaffirme qu'il est nécessaire de construire l'alternative sociale, économique et politique.

Puisque ce sont celles et ceux qui souffrent au travail et qui produisent les richesses et les services, il est nécessaire de développer une autre société dans laquelle ce sont les travailleuses et les travailleurs qui contrôlent la production et assurent une répartition égalitaire des richesses.

Face à l'État et au patronat, la socialisation des entreprises, la démocratie directe et la justice sociale ne sont pas des utopies, mais constituent un projet de société révolutionnaire dont sont porteuses nos pratiques syndicales au quotidien.



UN SYNDICAT

Parce que cette forme d'organisation – telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité – englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure (solide et qui a fait ses preuves) sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

DE COMBAT

Parce que les syndicats réformistes sont englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'État et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleur.se-s s'opposent radicalement aux intérêts du capital. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott, etc.). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE

Parce que les permanents syndicaux génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqué.e.s. Parce que nos délégué.e.s sont élu.e.s sur des mandats précis et qu'ils-elles sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous sommes soucieux de l'autonomie des syndicats locaux et respectueux du fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto-organisation des luttes (comités de grève, coordinations, etc.).

SOLIDAIRE

Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles et intercatégorielles permettent d'éviter le corporatisme. Parce que les luttes des femmes, des chômeur.se.s, des précaires, des mal logé.e.s, des sans papiers, des lycéen.ne.s, des étudiant.e.s, des retraité.e.s, etc. sont aussi les nôtres.

ANTICAPITALISTE

Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme est porteur d'un projet de transformation sociale, économique et politique, un projet révolutionnaire.

INTERNATIONALISTE

Parce que si nos maux et nos combats n'ont pas de frontières, alors nos solidarités non plus.

Toutes et tous dans la rue le 1^{er} mai !

Afin de faire du 1er mai 2015
un point d'appui de la construction de la riposte sociale,
la CNT et ses syndicats œuvreront partout
à la convergence des revendications et à la construction
de liens de solidarité interprofessionnels et internationaux.

Elle invite toutes et tous à participer massivement
aux rassemblements et manifestations organisés ce jour-là
et à faire du 1er mai prochain... un 1er mai de combat !